

Le réseau des Finances Publiques du Morbihan pulvérisé ! Qui ment ?

Depuis des semaines l'intersyndicale FiP 56 vous alerte sur les desseins dévastateurs que le Directeur cache depuis des mois et qu'il n'a révélé que le 11 juin dernier aux O.S. (le 22 mai aux Chefs de services).

Une pseudo concertation se met en place sur une cible à atteindre, telle que nous vous l'avons décrite lors de nos visites ... au pire, s'ajouteront de nouvelles concentrations de services, d'autres déplacement d'agents ...

Que veut notre Ministre ?

Supprimer un maximum d'agents de la DGFIP (vengeance d'un ancien contrôle fiscal qu'il n'a pas digéré ?).

Ses serviteurs locaux dans chaque département ont proposé de 'jolies cartes' pour faire croire au miracle du redéploiement de points de contact ... des leurres pour les élus !

Et si un Directeur local n'est pas assez zélé pour mettre en œuvre cette réforme, le ministre a sorti un petit guide de la phase de concertation !

Comment faire avec les chefs de service, les agents, les O.S., les élus et même la presse !

A chaque conférence de presse que l'intersyndicale organise, le Directeur ou son cabinet noir appellent les journalistes avant, après ou organisent une contre conférence ... **Nos vérités ne passeraient-elles pas ?**

Et à chaque fois le même discours, les agents de la DGFIP seront dans la multitude de points de contact, Maison France Service qui seront créées.

A une réponse à une interview de l'intersyndicale à la radio RCF (voir leur site), M GIRAULT, oublie les trésoreries, lapsus révélateur ! : « actuellement vous avez 5 lieux d'accueil, Vannes, Lorient, Ploërmel, Pontivy et Auray, en 2022, il y en aura 25 ... »

C'est quoi une Maison France Services (M.F.S.)

Le 1^{er} juillet, le Premier ministre a envoyé une circulaire aux Préfets. Chaque département devra faire remonter '**pour le 15 septembre**' sa carte des MFS. Chaque 'maison' aura jusqu'en 2022 pour être certifiée.

Elles prendront « la forme d'un premier accueil et d'un accompagnement aux démarches en ligne assuré par au moins deux agents polyvalents présents en permanence ('en front office') ». « pour parvenir à cette montée en gamme, l'Etat pourra mettre à disposition – en fonction des besoins locaux, un agent (de préfecture, de sous-préfecture ou de trésorerie, notamment) »

Donc pas d'agents de la DGFIP ! S'il faut s'en convaincre, les deux agents polyvalents « bénéficieront d'une formation renforcée par le Centre National de la Fonction Publique **Territoriale** (CNFPT) » ... « **ainsi qu'une formation des opérateurs et ministères partenaires** »

Envoi d'une lettre intersyndicale

- maires
- députés
- sénateurs
- présidents de communautés d'agglomération ou de communes

Rencontres avec les élus

- 21/06 – Maire d'Auray
- 25/06 – Maire de Ploërmel (*)
- 06/07 – Président d'AQTA
- 11/07 – Maire de Pontivy (*)
- 12/07 – Député 2^{ème} circonscription
- 22/07 – Députée 3^{ème} circonscription

(*) aussi Président de communauté communes



Conférences de presse :

- Ouest-France, le Télégramme, le Pontivy journal, la radio RCF.

Rencontre avec les agents

- 21/06 - Auray
- 24/06 - Questembert, La Roche-Bd
- 25/06 - Ploërmel
- 26/06 - Baud, Locminé
- 27/06 - Gourin, Hennebont Port-Louis
- 03/07 - Pontivy
- 04/07 - Vannes, Lorient



Les agents de la DGFIP seront ils sollicités dans cette mise en œuvre ?

Oui, mais « en back office, les organismes signataires d'une convention avec la structure MFS **désignent un correspondant référent, accessible directement par téléphone ou par mail ...** » « Il s'agit de **faciliter les prises de rendez-vous** et la circulation de l'information afin de répondre de façon efficace aux complexités administratives du quotidien »

La tenue de ces agents polyvalents ?

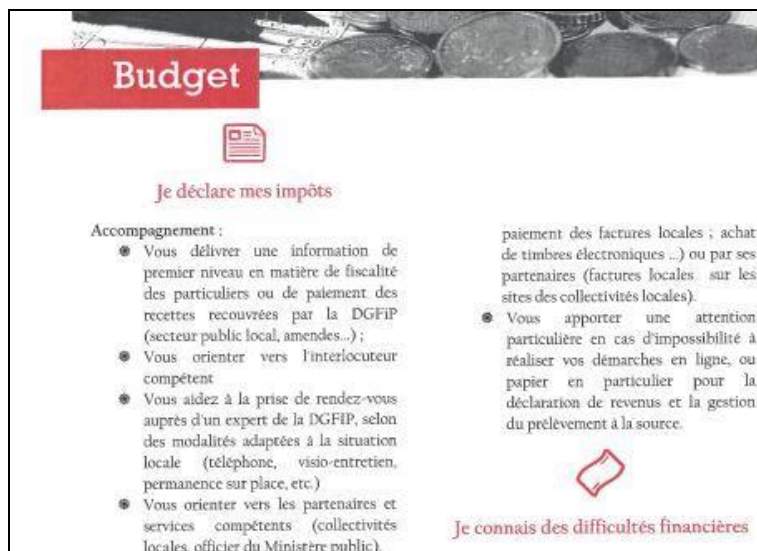
Ils seront obligés de porter un slip sur le pantalon !!

Boutade pour démontrer que ces agent(e)s seront des 'superman' ou 'superwoman' :

Ils devront répondre aux questions « **Formation, emploi et retraite** » pour l'Assurance retraite, Pôle Emploi, MSA, CNAV, UDAF, les missions locales, informations jeunesse (PAEJ, MDA) , ...

Mais aussi en matière de :

- « **prévention santé** » pour la Caisse d'Assurance maladie et son site ameli.fr, la Maison départementale des Personnes Handicapées, la CNSA, ...
- de « **Etat civil et famille** » pour la CAF, l'Agence nationale des titres sécurisés (passeport, CNI, ...), ...
- de « **Justice** » pour les Maisons de Justice et du Droit, le défenseur du droits, avocats, notaires, huissiers, ...
- de « **Budget** » pour la DGFIP, la CAF, la CPAM, la DDPP, l'INC, la DGCCRF
- de « **Logement, mobilité et courrier** » pour les mairies, CCAS, CIAS, la poste



RESISTANCE !



16 septembre 2019

Grève et actions



L'intersyndicale nationale appelle à la mobilisation

